

EDITORIAL



Vincent Hoffmann-Martinot

*Guerre et paix*

Un lecteur avisé estimera, à bon droit, en lisant ce nouveau numéro d'Extension(S), qu'il y est question, plus que de raison, de guerres et de conflits. Faut-il y voir une preuve de plus du « Retour de l'état de guerre » pour citer un théoricien bien connu des relations internationales, professeur à Sciences Po Bordeaux, notre collègue et ami, Dario Battistella ? Certainement ! Mais il s'agit aussi, plus prosaïquement, d'une manifestation supplémentaire de la « présence au monde » de notre établissement.

La politique de défense est devenue un formidable champ d'études et d'investigation. Sa compréhension, au sens sociologique du terme, nécessite une capacité d'expertise pointue et constamment actualisée. C'est la raison pour laquelle j'ai accueilli avec plaisir la proposition d'un de nos anciens diplômés, Bruno Albert, conseiller du Général de Corps d'armée Bruno Clément-Bollée, « patron » de la Défense dans tout le quart sud-ouest de la France, visant à nouer des contacts étroits avec le Ministère de la Défense, par la signature d'une convention. Cette année, renouant avec la tradition, un cours d'ouverture sur l'ensemble des questions de défense sera assuré par le Général Clément-Bollée, l'un des plus hauts gradés de l'Armée française. Ce n'est d'ailleurs qu'un des aspects de ces liens désormais renforcés avec la Défense. L'article consacré à cette question réservera d'autres surprises au lecteur attentif...

De la guerre, il en est encore question au travers de la « trajectoire » d'un « petit bout de femme » diplômée de Sciences Po Bordeaux au curriculum-vitae impressionnant. Déléguée du CICR en zone de conflit, elle va là où le vent de la guerre la mène, le vent de toutes les guerres, inter-étatiques, civiles, certes, mais aussi économiques, sociales. Les guerres de la faim, celles qui font les exodes et les camps de réfugiés, en Mauritanie, au Sri-Lanka, en Colombie...

Suite en page 2 >>>

DOSSIER

## La politique de gestion des Ressources Humaines

*Avec l'accroissement de l'autonomie accordée aux établissements d'enseignement supérieur, la question générale de la politique des ressources humaines, sous tous ses aspects, pour l'ensemble des personnels, se pose aujourd'hui et dans le futur, avec de plus en plus de force.*

*Sciences Po Bordeaux, conscient de ce qui figure dans l'ordre des priorités désormais, a pris en compte cette exigence et se dote, progressivement, des outils de gouvernance susceptibles de répondre à cette nouvelle responsabilité. Tout cela doit se faire dans le respect de la concertation avec la totalité des personnels concernés.  
Zoom sur les RH !*

Lire notre dossier à partir de la page 3



Première réunion du Comité Technique Paritaire, 3 juillet 2009.

### Sommaire

la politique de gestion  
des Ressources Humaines

Pages 1 3 4 5

Christine Bouchet :  
les Admissions et la Scolarité sous son chapeau Page 10

Les dix traders et le perroquet

Pages 6 7

La science politique  
Jusqu'au bout du bout du monde Page 11

La défense, un nouvel angle d'attaque

Page 8

et aussi...  
CHRONIQUE :  
Les entretiens de la liberté - saison 2 Page 2

Rencontres Sciences Po Sud Ouest  
C'est la rentrée !

Page 9

TRAJECTOIRE : MAYLIS DE VERNEUIL Page 12



EDITORIAL  
SUITE...

La guerre encore, celle qui ne semble pas faire de morts (alors qu'elle en provoque bel et bien), où le sang ne coule pas à flots, mais où les coups sont pourtant d'une rare violence symbolique, c'est celle qu'évoque Edwin Le Héron, l'un des meilleurs spécialistes français de Keynes, que la « débâcle » – mot emprunté au vocabulaire guerrier - financière de l'automne 2008 a placé au centre de sollicitations de tous ordres. Il analyse ici une crise économique mondiale qu'avec quelques uns (trop rares) de ses collègues il avait bien « vu venir »... comme d'autres, en d'autres temps, avaient annoncé d'autres guerres, les considérant même aussi indissociables du capitalisme que peut l'être la nuée de l'orage.

Alors, pour sortir de « l'état de guerre », il reste « l'état de droit ». Celui qui contribuera à bâtir un Montesquieu et son « esprit du politique », honoré par Pierre Sadran à l'occasion de la saison 2 des « Entretiens de la Liberté » que Sciences Po Bordeaux est fier d'accueillir en s'associant à la remarquable initiative de la Région Aquitaine et de son président Alain Rousset.

Et puis pour éviter l'état de conflit permanent dans le fonctionnement d'une institution, il y a, dans la manière de gouverner, dans la gestion des ressources humaines, une façon de faire qui reconnaît le rôle des instances représentatives de l'ensemble des différentes catégories de personnel, ô combien diverses, dans un établissement comme le nôtre. C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité que l'on présente, dans ces colonnes, la mise en place du Comité Technique Paritaire, qui va se révéler être, dans le futur, un élément essentiel de la concertation dans notre établissement.

Enfin, pour faire que la paix ne soit pas qu'un consensus mou, minimal et anesthésiant, il faut faire en sorte que la culture du débat soit au cœur du projet pédagogique. Que les étudiants et tous ceux qui le souhaitent, puissent s'imprégner de l'air du temps, se confronter aux questions essentielles et forger les outils de leur propre conscience. C'est tout l'enjeu et l'ambition des « Rencontres Sciences Po / Sud Ouest » qui entament leur 26<sup>ème</sup> saison, renouvelant une fois encore le plus fructueux, le plus durable et le plus remarquable des partenariats existant en France entre un établissement universitaire et un grand groupe de presse.

D'un côté la guerre que l'on cherche à empêcher en s'y préparant pour qu'elle n'advienne pas, d'un autre la paix que l'on se doit de construire, par le dialogue, le savoir et la connaissance, parce qu'elle n'est jamais acquise à jamais. Voilà un bien beau projet d'établissement. ■

Vincent Hoffmann-Martinot

# Les Entretiens de la Liberté,

saison 2

*Nés d'une initiative d'Alain Rousset, député de la Gironde et président de la Région Aquitaine, les Entretiens de la Liberté, se sont donnés pour objectif de créer un nouvel espace public pour penser le politique. Nouvel espace qui repose sur une conviction, une idée et un outil.*

**La conviction**, c'est qu'il faut sortir de la logique aveugle conduisant à réduire toujours plus la place de la réflexion sur ce que doivent être nos conduites collectives au profit de la « pipolisation » de la politique, des « brèves de comptoir », et de la dérégulation consumériste. C'est précisément parce que nous sommes dans des temps de grandes mutations, douloureuses pour beaucoup et incertaines pour tous, que nous devons prendre la distance réflexive nécessaire pour que s'éclaire un peu notre horizon.

**L'idée**, c'est de s'en approcher en renouvelant les conditions de l'échange intellectuel. Les universitaires et les chercheurs font sérieusement leur métier, mais ils n'échangent guère qu'avec d'autres membres de leur tribu. Les élus, journalistes et sondeurs échangent intensément (confidences, données, informations), souvent avec talent, mais principalement dans le but de faire le « buzz » dont ils attendent quelques bénéfices. Quant au public citoyen, il est soit tenu à l'écart des cénacles savants, soit assujéti au spectacle réducteur donné par les médias. Il s'agit donc ici d'imaginer un forum favorisant l'élaboration d'une vraie réflexion, ouverte à ces trois cercles et s'efforçant de réconcilier les envolées théoriques de la philosophie politique, les savoirs d'usage de l'individu démocratique et les connaissances expertes des spécialistes de l'action publique. Vaste programme !, aurait dit (peut-être) le général de Gaulle.

Mais ce qui permet de l'envisager sans trop rêver, c'est la faculté d'user d'un **outil** adapté à ce projet via le site internet : [www.lesentretiensdelaliberte.org](http://www.lesentretiensdelaliberte.org). Les Entretiens de la liberté sont un cycle de conférences dédié chaque année à un thème particulier ayant trait au politique contemporain. Mais ils ne sont pas que



Château de Montesquieu, La Brède.

cela, ni même principalement cela, car ils ont pour but d'offrir à tout contributeur potentiel – étudiant, journaliste, élu, chercheur ou simple citoyen –, la possibilité d'apporter sa pierre à l'édifice, que ce soit avant l'événement, pour poser des questions ou proposer des pistes de réflexion, ou après, pour réagir à ce qui aura été dit. Nous ne sommes donc ni dans l'instantané des mails envoyé à un média, ni dans la spontanéité des réactions exprimant une émotion ou une opi-

nion, mais dans la patiente construction commune, autour d'une problématique déjà esquissée, et s'appuyant sur les compétences des personnalités sollicitées pour intervenir, d'un savoir partagé et disponible pour tous. ■

Pierre SADRAN  
Directeur honoraire  
de Sciences Po Bordeaux  
Président de l'association  
« Montesquieu, l'Esprit du politique. »

## Les Entretiens de la Liberté 2009 : 16 et 17 octobre : Le retour du politique ?

Ce thème colle étroitement à une actualité dominée par la crise et les réactions qu'elle engendre. Il s'agit de s'interroger sur la réalité, sur le sens et sur la portée d'un éventuel retour du politique, analysé dans deux de ses dimensions essentielles : la réinvention de la citoyenneté, et le retour de l'Etat.

Les entretiens 2009 se dérouleront les 16 et 17 octobre autour du programme suivant :

**Le vendredi 16 octobre, après-midi, à Sciences Po Bordeaux, amphithéâtre Montesquieu :**

- **Être citoyen aujourd'hui :** Madame Dominique Schnapper, membre du Conseil Constitutionnel.
- **L'École d'aujourd'hui et l'éducation à la citoyenneté :** Yves Déloye, professeur à l'Université de Paris 1 Sorbonne, Secrétaire général de l'Association Française de Science Politique.
- **Les nouveaux forums d'éducation citoyenne :** Bernard Stiegler, philosophe, directeur de l'Institut de Recherche et d'Innovation, Centre Georges Pompidou.
- **Citoyenneté nationale et citoyenneté européenne :** Catherine Lalumière, ancien ministre, ancien secrétaire général du Conseil de l'Europe ; Gilles Savary, vice-président du Conseil général de la Gironde, modérateur : Olivier Costa, chercheur à SPIRIT.

**Le samedi 17 octobre, au Château de La Brède :**

- **La redécouverte de l'Etat :** Table-ronde avec : Dario Battistella, professeur de science politique ; Yves Déloye, professeur de science politique ; Blandine Kriegel, philosophe, ancienne présidente du Haut Conseil à l'intégration ; Edwin Le Héron, économiste ; Robert Lafore, professeur de droit public ; Michel Prada, ancien président de l'Autorité des marchés financiers. Modérateur : Jacques Chevallier, professeur à l'université Paris 2.
- **Qu'est-ce qu'un homme d'Etat ?** Jean-Noël Jeanneney, historien, ancien ministre.
- **Que faut-il attendre du politique ?** Philippe Seguin, ancien ministre, Premier président de la Cour des Comptes.

Les horaires précis, les titres complets des intervenants et l'esquisse d'une problématique pour chaque thème figurent sur le site [www.lesentretiensdelaliberte.org](http://www.lesentretiensdelaliberte.org). Tous les publics intéressés (étudiants, enseignants, chercheurs, personnels administratifs, de Sciences Po Bordeaux ou d'ailleurs, ou toute autre personne) sont très chaleureusement invités à assister aux conférences et à participer aux débats en alimentant le site de l'association.

La politique de gestion  
des **Ressources**  
**Humaines**

Interview d'Olivier Bertrand,  
DRH de l'Institut :

# « Un grand chantier à mettre en œuvre »

*Olivier Bertrand, ancien élève de l'Institut (promotion 93), a été nommé au printemps directeur des ressources humaines, fonction qu'il occupait précédemment dans des collectivités territoriales. Il nous explique les raisons de son arrivée, qui intervient à un moment charnière de la vie des universités et de notre établissement.*

**Vous inaugurez la fonction de DRH au sein de Sciences Po Bordeaux. Comment expliquez-vous la création de ce poste ?**

La fonction de DRH n'existait pas au sein de l'école, comme elle n'existe toujours pas dans des établissements d'enseignement supérieur de taille comparable. Jusqu'à présent, la gestion des ressources humaines était éclatée entre différents services. Elle se répartissait entre les chargés du personnel enseignant d'un côté, des non-enseignants de l'autre, sous un angle principalement administratif, en relation avec les organismes de tutelle. Demain, dans le cadre de la loi sur la responsabilité des universités et de compétences élargies des établissements, les choses vont beaucoup évoluer, notamment en matière de gestion et de recrutement des personnels non enseignants. Il faut s'y préparer. C'est la raison d'être de ma nomination...

**Quelles sont, concrètement, vos missions ?**

Un grand chantier est à mettre en œuvre, à différents étages et à travers le temps. Chronologiquement, ma première mission a été d'accompagner la mise en place du Comité Technique Paritaire (lire ci-contre) afin de disposer d'une cellule au sein de laquelle sont repré-

sentées toutes les catégories de personnel de l'établissement. La seconde consiste à prendre en compte l'extension de l'Institut, prévue en 2012-2013, sous l'angle du personnel. L'augmentation massive de la superficie de l'école et du nombre de ses étudiants implique à terme l'arrivée de nouveaux collaborateurs. Le recrutement sera d'ailleurs une question centrale dans les années à venir. La pyramide des âges du personnel non-enseignant indique en effet qu'il faudra remplacer 40 % de nos effectifs d'ici dix ans. Enfin, Sciences Po Bordeaux doit toujours avoir à l'esprit l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2011, date prévue pour l'obtention de nos responsabilités et compétences élargies (RCE) en matière financière et de ressources humaines. L'établissement va être inspecté par les services du ministère d'ici-là et il doit prouver sa capacité à assumer un tel changement.

**L'université est-elle prête, de manière générale, à devenir autonome en matière de ressources humaines ?**

La difficulté est de passer d'un fonctionnement relativement bureaucratique et complexe, à un système souple et transparent, équitable pour les agents. Nous devons également garantir un bon usage des deniers publics. Pour cela, il est indispensable de démêler l'écheveau des



Olivier Bertrand

multiples statuts qui cohabitent au sein des différents établissements et de poser des règles de gestion communes. Cela a été le dilemme des collectivités territoriales qui, avec la décentralisation, ont été dans l'obligation de s'autoréguler. J'ai vécu professionnellement cette expérience que je suis heureux, en

tant qu'ancien élève, de mettre au service de l'Institut. Il existe encore de nombreuses zones d'ombre sur cette question, mais le train est en marche et Sciences Po Bordeaux ne peut pas le rater... ■

## SCIENCES PO BORDEAUX : Le poids de l'humain

**Personnel non enseignant : 80**

**Personnel enseignant permanent : 55**

**Chercheurs : 23**

**Enseignants vacataires : 200**



## Comité Technique Paritaire

# Une table de discussion et de **concertation**

« **Une rencontre historique** » : c'est par ces mots que Vincent Hoffmann-Martinot, directeur, a ouvert le premier Comité Technique Paritaire de l'Institut, dont il est le Président. Les archivistes retiendront que

la réunion a eu lieu un 3 juillet. Selon les goûts, on se souviendra qu'il s'agit du jour de naissance de Louis XI (1423) ou de Kafka (1883) ou de celui du décès de Brian Jones (Rolling Stones - 1969) ou Jim

Morrison (Doors - 1971). Mais on retiendra surtout le sens de cette instance consultative de représentation et de dialogue de la fonction publique, chargée de donner un avis sur les questions collectives de travail au sein de l'établissement, à la différence des commissions paritaires administratives qui examinent les questions individuelles. Le dispositif est né à la Libération pour développer le paritarisme dans la fonction publique française. A Sciences Po Bordeaux, il s'inscrit dans la volonté de l'école d'institutionnaliser des pratiques de gestion concertée liées aux conditions de travail et de préparer l'autonomie des universités sous son aspect humain. Si la carrière des enseignants chercheurs, c'est-à-dire les professeurs d'université et les maîtres de conférence, demeure réglementée par le ministère de tutelle, la volon-

té du gouvernement est de déléguer de plus en plus de responsabilité aux établissements. D'où la nomination d'Olivier Bertrand en qualité de directeur des ressources humaines et de secrétaire du CTP. Le champ d'intervention du Comité touche aux règles générales et collectives de l'école en matière de politique d'indemnités, de temps de travail ou de congés pour la partie RH, mais il concerne aussi les évolutions de travail avec la mise en place progressive d'un environnement numérique de travail (ENT), la formation à distance, etc. Autant de questions qui seront probablement abordées aux cours des prochains CTP, au nombre de deux par an, et dont le premier point a été d'adopter le règlement intérieur à l'unanimité. Un signe ?... ■



### CE QU'ELLES EN PENSENT ...

**Trini MARZA**  
Représentante CGT / SNESUP

« Ce nouveau dispositif législatif, qui reste encore expérimental à l'heure actuelle, semble plus cadré que la commission paritaire précédente, où l'on débattait déjà des conditions de travail. Notre avis reste cependant consultatif, hier comme aujourd'hui. Deux points évoqués lors du premier CTP ont été votés à l'unanimité, d'autres points ont demandé un ajournement, notamment la question des primes attribuées à une catégorie de personnel. Il faudra donc attendre pour voir à l'usage l'efficacité de ce comité, dont la première réunion a été conviviale. A son issue, nous avons organisé une réunion du personnel, qui a attiré plus d'une trentaine de personnes, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps. La démarche semble donc avoir lancé une dynamique. J'espère qu'elle se poursuivra ».

**Maryse DUCOURNAU**  
Représentante SGEN/CFDT

« Le CTP s'inscrit dans le cadre de l'autonomie des établissements universitaires. La première réunion portait sur des questions générales de gestion des ressources humaines. Les sujets qui seront débattus dans cette instance ont vocation à être beaucoup plus larges, comme l'organisation ou l'évolution des services par exemple. Je trouve la formule intéressante, car elle permet de redynamiser l'ensemble des composantes de l'établissement et donne également au personnel l'occasion de se rencontrer et de discuter ensemble, même si nous ne sommes pas forcément toujours d'accord. Cet espace consultatif est avant tout un lieu d'échanges, qui peut contribuer à l'implication d'un plus grand nombre d'acteurs dans la vie de l'Institut ».

**Geneviève CANTEGRIL**  
Représentante UNSA

« Il est prématuré de tirer des enseignements, même si les perspectives sont plutôt positives. Les textes donnent en effet au CTP une série de compétences en lien étroit avec la vie du personnel. Je pense à la politique indemnitaire, l'organisation, la création, la fusion, et la modification des services, la modernisation des méthodes et techniques de travail et l'incidence sur les diverses catégories de personnel de l'établissement, l'extension de l'établissement et ses conséquences, la formation inhérente à la mise en place de nouveaux outils informatiques... Bref, le CTP doit nous permettre de faire entendre notre position et, nous l'espérons, influencer sur les prises de décisions pour toutes les questions liées au personnel. Cette instance n'est pas une chambre d'enregistrement, mais un lieu de débat où l'on peut peser sur les décisions ».

La politique de gestion  
des **Ressources**  
**Humaines**

Le point sur

# la réforme de la fonction publique d'État à travers la question des primes

Quelle utilité pour Sciences Po Bordeaux de disposer d'une autonomie accrue en matière de gestion du personnel s'il ne dispose pas des moyens juridiques pour agir au quotidien ? Actuellement, la gestion des fonctionnaires de l'enseignement supérieur est relativement centralisée et laisse très peu de marge de manœuvre, sur le terrain, au plus près pourtant des situations individuelles.

La gestion des ressources humaines suppose qu'un employeur public puisse au moins disposer des moyens lui permettant d'orienter la carrière ou de modifier la rémunération d'un agent ou d'une catégorie d'agents. C'est le sens des textes adoptés cet été par le parlement concernant les primes des fonctionnaires qu'ils soient enseignants ou pas.

## Le personnel administratif et technique.

Pour le personnel administratif et technique, la prime de fonction et de résultats (PFR) va progressivement se substituer à l'ensemble des primes qui existent actuellement et dont les montants varient uniquement en fonction des filières et grades des fonctionnaires.

Le nouveau dispositif de primes prévoit à la fois une individualisation et une grande variabilité des montants. Elles pourront également varier dans le temps. Pour l'instant, seuls deux cadres de la filière administrative peuvent bénéficier de la PFR, mais l'ensemble des fonctionnaires d'État seront bientôt concernés. Avant la fin de l'année, Sciences Po Bordeaux proposera de définir les conditions de versement des primes selon des critères internes pour l'ensemble de ses agents.

## Les enseignants - chercheurs

Le régime des primes des enseignants-chercheurs a été également modifié par ces nouveaux textes, les montants des indemnités réévalués et le rôle du directeur de l'établissement affirmé. Là aussi, l'individualisation et la modularité sont clairement recherchées par le nouveau dispositif :

- les chercheurs seront évalués en fonction de la qualité de leurs travaux (Prime d'Excellence Scientifique).



CTP du 3 juillet 2009.

- les enseignants seront évalués en fonction de leur engagement en matière d'enseignement ou de coordination des équipes pédagogiques (Prime de Responsabilité Pédagogique)

L'État définit un cadre très large ; désormais, il appartient à la direction de l'Institut, en concertation avec les représentants du personnel, de définir les règles du jeu (c'est une des tâches du nouveau CTP, lire page 4). Ces critères d'attribution et leurs consé-

quences feront l'objet d'une évaluation fin 2010.

Quoiqu'il en soit, cette réforme ne pourra atteindre les buts recherchés que si les moyens financiers des établissements sont suffisants.

Une fois que la question des primes aura été tranchée, le chantier suivant (qui prendra au minimum plusieurs années) sera celui de la gestion des carrières et la promotion des agents. ■

## UN DÉPART...

« Admis, selon la formule consacrée, à faire valoir ses droits à la retraite », **Jean-Louis Balans**, maître de conférences de science politique, responsable de l'accueil des professeurs invités et du suivi pédagogique des étudiants étrangers, était une grande figure de la « maison ». Non seulement il s'y est formé, tout en occupant, dans les années 1960, des responsabilités nationales dans le syndicalisme étudiant ; mais il y est devenu enseignant-chercheur, spécialiste de l'Afrique noire. Une carrière diplomatique l'a conduit, ensuite, au Zimbabwe et en Turquie où il occupa plusieurs postes de responsabilités dans la coopération universitaire franco-turque. Il s'y forgea une répétition d'expert reconnu sur ce grand Etat... européen. Passionné du sud-ouest, passionné d'Espagne, passionné des grands espaces et des universités des Etats-Unis, passionné de mille et une choses, de voyages et de bonne chère, Jean-Louis Balans accède désormais à un repos bien mérité. On aimerait, de temps en temps, être convié aux excellents repas qu'il ne va pas manquer de partager avec son ami Christian Coulon, autre « fourchette » de l'Institut qui l'a précédé dans la retraite... active ! À bon entendeur... et à très bientôt cher Jean-Louis ! JP



Christine Bouchet, Olivier Bertrand et Vincent Hoffmann-Martinot.



# Les dix traders et le perroquet

## Pour en finir avec le mythe économique plein

*Edwin Le Héron, président de l'Association pour le Développement des Etudes Keynésiennes, livre son analyse de la situation économique mondiale depuis un an. Plutôt décapant !*

**EXTENSION[S] : Le 15 septembre 2008, le monde apprend la faillite d'un des « monstres de Wall Street », Lehman Brothers. Huit jours plus tôt, deux « rehausseurs » de crédits hypothécaires, Fannie Mae et Freddie Mac ont été « sauvés » in extremis par le gouvernement fédéral américain. Il y a désormais une année pleine que la « crise financière » occupe tous les médias. Pourquoi cette crise financière est-elle devenue une crise économique se traduisant par des faillites massives et des centaines de milliers de chômeurs en plus ?**

**Edwin LE HÉRON :** À cause principalement de la confiance. En économie, on oublie trop souvent l'importance des facteurs psychologiques et de l'incertitude. La pensée dominante présente l'économie comme une somme d'êtres rationnels maximisant leur utilité sous un certain nombre de contraintes, en faisant l'hypothèse que ces « homo oeconomicus » disposent d'une information parfaite (ou qu'ils peuvent anticiper rationnellement les équilibres de long terme) et que le tout conduit spontanément à une situation d'équilibre général. Or si c'est une bien belle histoire, elle constitue un mythe (1) très éloigné de la réalité. Pour plusieurs raisons.

À cause de l'incertitude radicale qui entoure le futur, nous sommes incapables de connaître les conséquences à long terme de nos décisions. La situation économique de long terme n'est pas prédéterminée et elle ne peut se comprendre que comme une suite de situations de court terme qui interagissent les unes les autres. Certaines décisions modifient l'état du monde dans un ensemble d'interactions qui doivent plus aux dynamiques globales et sociales qu'aux seuls calculs individuels. Le tout (la macroéconomie) est plus que la somme des parties (les décisions microéconomiques). D'où l'importance des phénomènes psychologiques, du mimétisme et de la confiance. Lorsque les

individus ne savent pas, ils ne pensent plus par eux-mêmes, mais cherchent à déterminer ce que pensent les autres et se raccrochent à diverses méthodes ou « solutions » comme les conventions, comme la croyance que le « marché » ou les experts savent mieux qu'eux et peuvent les conseiller... Comme cette incertitude est toujours présente, il y a une préférence générale pour rester « liquide » (2), c'est-à-dire prendre des décisions qui nous engagent le moins possible, c'est-à-dire réversibles sans coûts. Or le capitalisme ne connaît la croissance que s'il y a de la confiance, qu'il investit et accepte de s'engager sur l'avenir, donc de cesser d'être liquide. C'est le capitalisme de l'entrepreneur (qui fait un pari à long terme) contre le capitalisme du spéculateur (qui cherche à rester liquide). Lorsqu'une crise apparaît quelque part et qu'elle est particulièrement médiatisée, la confiance chute y compris chez des individus qui n'ont a priori aucune raison d'être touchés. Les entrepreneurs ne veulent plus investir autant à long terme ; les ménages préfèrent épargner que consommer. Avec la perte de confiance, les dépenses donc les revenus baissent et la crise se généralise. Il n'y a qu'en économie où lorsqu'une majorité de la population sort avec un parapluie, il se met à pleuvoir. Penser à la crise, c'est déjà la provoquer. En macroéconomie, les anticipations sont souvent auto-réalisatrices : le futur sera largement fait de ce que nous y projetons aujourd'hui, nos peurs comme nos espoirs. Mais si faire perdre la confiance est facile, la redonner est très complexe.

**EXTENSION[S] : Pour sortir de cette crise hors normes, tous les grands Etats ont opté pour deux remèdes : restaurer la situation des banques et investir à la place des acteurs économiques privés. Cette potion magique est-elle suffisante pour que l'économie mondiale reparte sur des bases saines ?**

**Edwin LE HÉRON :** Non, ces politiques de stabilisation du système bancaire et de relance budgétaire étaient absolument nécessaires pour éviter que la crise économique ne s'accélére et provoque une explosion du chômage. Il s'agissait d'une politique conjoncturelle d'urgence qui cherchait à restaurer la confiance. Elles ont été globalement bien menées. Mais la crise est fondamentalement structurelle et nécessite de réformer le capitalisme. L'adoption d'un capitalisme financiarisé dans les années 1980 marque le début des problèmes dont la crise récente est la dernière expression. Si cette crise est certes exceptionnelle, elle n'est pas la première et ne sera pas la dernière. Nous avons donc aujourd'hui deux problèmes à résoudre.

Premièrement ces politiques conjoncturelles ont entraîné un endettement très important des Etats. Pour la première fois, le spectre d'une crise de confiance dans la dette souveraine des pays du Nord est visible. Par exemple, la dette japonaise et surtout celle des Etats-Unis peuvent apparaître rapidement comme insoutenables. Des crises de change et en particulier du dollar seront peut-être la cause de la prochaine crise. La relance économique devra bientôt être freinée puis les dettes réduites. Un certain nombre de problèmes et de fragilités économiques risquent alors de ressurgir.

Deuxièmement, et c'est le plus important, il faut réformer en profondeur le capitalisme financiarisé en instaurant de nouvelles régulations nationales et internationales. C'est indispensable pour éviter de nouvelles crises.

**EXTENSION[S] : Vous êtes le président de l'Association pour le Développement des Etudes Keynésiennes (ADEK), association créée en 1983 par le doyen Alain Barrère, professeur d'économie à la Sorbonne. À partir du milieu des années 80, pendant toute la décennie 90 et jusqu'en 2008, la pensée économique dominante voire hégémonique était celle du libéralisme économique pur et dur, considérant la pensée keynésienne comme obsolète et même dangereuse. Que vous inspirent les « conversions » en cascade survenues depuis septembre 2008 ?**

**Edwin LE HÉRON :** L'opportunisme et le conformisme sont deux qualités sans doute nécessaires pour faire carrière et les économistes que je rencontre sont souvent plus intéressés par leur carrière que par les idées. Ils aiment faire plaisir au pouvoir et à ceux qui ont de l'argent. Je m'explique mal d'ailleurs pourquoi cette corporation dont les revenus sont assez modestes et correspondent aux classes moyennes veulent autant faire plaisir à des élites financières si éloignées d'eux. Par exemple, les économistes expliquent qu'au nom des lois du capitalisme, il ne faut pas limiter les revenus des financiers et banquiers. Mais que l'on m'explique clairement par un raisonnement économique (théorie des contrats ou autre...), pourquoi des banquiers et financiers devraient être payés 10 millions d'euros par an pour en fin de compte nous enfoncer dans la plus grave crise économique des trente dernières années ? Plus ils prenaient de risques, plus ils étaient payés et aujourd'hui ce sont les gens modestes qui payent la note et qui souffrent. Il y a un cynisme incroyable de nos élites économiques et le sens de l'éthique est considéré au mieux comme de la naïveté. Une étude récente a mis en concurrence durant un mois sur le marché financier de Taiwan les choix de portefeuille boursier de dix traders et d'un perroquet. Le perroquet a fini troisième. Imaginez la prime à laquelle il aurait eu droit s'il avait eu un contrat de travail standard de trader ? Et s'il avait fini dernier, un perroquet, au moins, se mange.

Comme souvent, les keynésiens sont sortis du placard le temps des crises et sont priés de cautionner les interventions étatiques désordonnées pour soigner une crise qui n'est pas la leur. Hier pyromanes, les voici pompiers ! Mais dès que cela ira mieux, ils seront remis au placard en leur reprochant d'avoir à nouveau fait des déficits publics ! Pourtant cette crise n'est pas keynésienne, mais celle d'un libéralisme devenu fou à force de dérégulation et de fétichisme de l'accumulation de richesses virtuelles ! La boîte à outil keynésienne ne peut résoudre les problèmes du capitalisme spéculatif alors que les keynésiens prônent depuis longtemps le changement de ce système. Il n'y a donc pas de vrai retour à Keynes.

Des solutions keynésiennes ne peuvent être improvisées sur des problèmes essentielle-



## de mites !

ment structurels. Keynes n'a de sens que dans la durée. Il ne doit pas être vu comme un médecin que l'on vient chercher quand on a fait des imprudences pour mieux les recommencer après. Son message est que le capitalisme est incapable de se réguler seul et c'est encore plus vrai avec le capitalisme financiarisé actuel. Keynes voulait empêcher les crises, pas les soigner. On doit laisser les entreprises et les banquiers libres, mais l'Etat, qui est le seul à avoir une vision du long terme et de l'intérêt global, doit imposer des règles qui favorisent le bon capitalisme, celui de l'entrepreneur qui prend des risques et cherche le développement de son entreprise à long terme contre celui du spéculateur et du rentier qui veulent accumuler à court terme des plus values. Si la monnaie est un des moteurs économiques, le désir de possession de l'argent est une pathologie sociale de la société moderne. Trop de gens aujourd'hui n'ont comme rêve que de mourir sur un tas d'or. Midas a une impressionnante descendance. Les crises naissent dans la prospérité, le message de Keynes est donc encore plus important quand tout va bien. Recapitaliser des banques en déroute et faire d'énormes déficits publics est, pour un keynésien, un échec, non une victoire. L'important n'est pas de se souvenir de Keynes aujourd'hui, mais de ne pas l'oublier demain quand cela ira un peu mieux.

**EXTENSION[S] : Pensez-vous qu'un nouvel ordre économique va sortir de cette crise financière mondiale ou bien la financiarisation du capitalisme est-elle un processus inéluctable ?**

**Edwin LE HÉRON :** Sans doute ni l'un ni l'autre. La financiarisation n'est pas un processus inéluctable, le capitalisme a très bien vécu sans et mieux sur d'autres bases. Toutefois je doute de l'émergence d'un nouvel ordre économique. Les classes dominantes des pays riches mais aussi des pays pauvres et un certain nombre de leurs laquais ont trop intérêt à ce que cela continue. Les politiques conjoncturelles d'« inspiration keynésienne » ont été suffisamment efficaces pour donner l'illusion que le gros de la crise est derrière nous. Il n'y aura que quelques aménagements cosmétiques pour faire accepter à la population, qui paiera les excès



Edwin Le Héron, poignée dans le coin, à l'enduro de la Grappe de Cyrano (24), avril 2009.



**Edwin Le Héron, maître de conférences à Sciences Po Bordeaux, est docteur habilité à diriger des recherches en économie et président de l'Association pour le Développement des Etudes Keynésiennes (ADEK) depuis 2000. Cette association internationale compte plus de 70 membres, pour la plupart universitaires et chercheurs se référant à la pensée du grand économiste John Maynard Keynes. Il a enseigné et enseigne toujours dans de nombreuses universités étrangères (Stuttgart en Allemagne ; Ritsumeikan au Japon ; UNAM de Mexico ; "Amitiés des Peuples" à Moscou, FSEG de Sfax en Tunisie, etc.) et a fait cours, pendant plusieurs années, à l'Ecole Internationale de Sciences Politiques de Katowice, en Pologne, jumelée avec Sciences Po Bordeaux. Edwin Le Héron vient de publier avec Philippe Moutot, aux éditions Prométhée à Bordeaux, "Les banques centrales doivent-elles être indépendantes ?".**

passés, la dureté de la crise. Au mieux le processus de financiarisation sera freiné. On oubliera la « nécessité » des retraites par capitalisation et le « bon modèle anglais ». Si le G20 a timidement commencé ce travail, nous sentons que la fenêtre se referme, que la volonté politique s'affaiblit et je crains que la montagne n'accouche d'une souris. Les classes dominantes sont comme Tancredi dans *Le Guépard* : il est important de tout changer pour que rien ne change. Il faudrait revenir à quelques principes simples. Le fondement du capitalisme est la prise de risque. La règle numéro un à faire respecter est que celui qui prend un risque doit en supporter d'une manière ou

d'une autre tout ou partie. Se poser la question de l'intérêt réel de chaque innovation financière. Transférer et mélanger des risques ne les fait pas disparaître. Les banques doivent revenir à ce qui est leur travail : évaluer les paris des entrepreneurs ou des ménages et les financer en conséquence face à une incertitude radicale. Ne pas se préoccuper que du capital et des rentiers, mais mieux respecter les deux autres facteurs de production : le travail et la terre. Respecter les hommes qui travaillent ou veulent travailler et respecter l'environnement de notre planète sont bien les deux problèmes globaux qui se posent à l'humanité et « accessoirement » aux économistes.

Au nom de la modernité financière, nous avons tout simplement oublié ce qu'était réellement le capitalisme. ■

(1) À lire Le Robert, un mythe est « un récit fabuleux qui met en scène des êtres incarnant sous une forme symbolique des forces de la nature », mais également « une image simplifiée, souvent illusoire, que des groupes humains se forment ou acceptent et qui joue un rôle déterminant dans leur comportement ou leur appréciation ». Quant aux mites ce sont simplement des nuisibles ou parasites.

(2) : On renverra ici aux travaux du philosophe et sociologue polonais, Zigmund Bauman et plus précisément à son livre : « L'Amour liquide », sous-titré : « De la fragilité des liens entre les hommes ».

## A NOTRE AMI LANCE



**Sciences Po Bordeaux a perdu un grand et un très cher ami : le Professeur Lance LeLoup, qui avait tant contribué au développement de notre coopération avec Washington State University (WSU),**

**a en effet quitté ce monde le 26 juillet 2009.** Lance effectua sa première visite à Bordeaux au printemps 2003, afin d'envisager la mise en place d'une coopération renforcée entre Sciences Po Bordeaux et le département de science politique de WSU, qu'il avait dirigé entre 1996 et 2001, en même temps que le Thomas S. Foley Institute for Public Policy and Public Service. Durant son semestre sabbatique de 2004, il fut invité pendant six

mois à travailler dans notre établissement, et y donna un remarquable cours d'ouverture sur les relations entre le Congrès et la Présidence aux Etats-Unis.

Il comptait indéniablement parmi les tout meilleurs politologues spécialisés dans l'analyse des politiques publiques, en particulier de la dynamique et des jeux de pouvoir propres aux politiques budgétaires. Auteur d'une douzaine d'ouvrages et de 60 autres publications – dont, récemment, *Comparative Budgeting: Global Perspectives on Taxing and Spending*, Albany, N.Y.: SUNY Press, 2009; *Parties, Rules, and the Evolution of Congressional Budgeting*, Columbus, Ohio: Ohio State University Press, 2005 – il avait régulièrement enseigné à travers le monde, en Grande-Bretagne, en Hongrie comme en Slovaquie.

Nommé en 2005 vice-président de WSU en charge des relations internationales, il multiplia les programmes de formation à l'étran-

ger, parvint à tripler la collecte de fonds au profit de projets destinés aux pays en développement, notamment au Malawi, et créa un Office of Global Studies. Au cours de sa dernière visite à Bordeaux en octobre 2008, il apporta toute son énergie à la finalisation de notre projet de double-master COGITER, qui a débuté dès cette année universitaire.

Nous rendons hommage à Lance, avec qui nous avons déjà conduit de nombreuses initiatives franco-américaines en formation et en recherche, et que nous pensions naturellement continuer à animer et à développer avec lui, grâce à son charme naturel, son esprit d'entreprise, sa ténacité et sa joie de vivre. Il nous manque aujourd'hui d'autant plus cruellement qu'il était véritablement entré dans notre « famille », notre communauté de l'IEP. Notre plus chaleureuse amitié va à son épouse Pam et à ses enfants, ainsi qu'à tous nos collègues de WSU.

# La défense, un nouvel angle d'attaque

*De nombreux étudiants de Sciences Po Bordeaux s'orientent professionnellement vers des fonctions qui recoupent des enjeux de défense, sur le plan diplomatique ou géopolitique. Quelques-uns\* s'engagent même dans un corps d'armée après une école militaire. Dans ce contexte, l'Institut et le Ministère de la Défense, représenté par le Général Bruno Clément-Bollée, Commandant de la Région Terre Sud-Ouest, ont signé une convention de partenariat destinée à favoriser l'enseignement sur les politiques et la stratégie militaire.*

Cette collaboration se traduit par la mise en œuvre dès cette rentrée universitaire de plusieurs initiatives pédagogiques, à commencer par l'instauration d'un module de huit séances de cours d'une heure trente chacun à destination des étudiants de premier cycle intéressés par les questions stratégiques. Cette formation académique, dispensée par le Général de Corps d'armée Bruno Clément-

Bollée, permettra d'aborder des questions générales de défense et des problématiques plus spécifiques. Une part importante de l'intervention sera consacrée aux échanges avec les étudiants afin de leur permettre de satisfaire leur curiosité, d'approfondir les questions stratégiques et de mieux comprendre l'actualité des questions de sécurité internationale. Cet enseignement pourra déboucher sur la mise



Le Général Bruno Clément-Bollée et Vincent Hoffmann-Martinot lors de la signature de la convention Armées - Sciences Po Bordeaux en juin 2009.

en place de débats, tables rondes et conférences sur les grands problèmes de défense.

## Stages de décideurs sous pression

Les représentants du Ministère de la Défense ont également proposé d'organiser des stages hebdomadaires d'immersion pour une quarantaine d'étudiants volontaires à l'École nationale des sous-officiers d'active de Saint-Maixent (Deux-Sèvres). L'idée est de mettre ces futurs décideurs sous pression, c'est-à-dire de les placer dans une configuration de prise de décision dans un contexte dégradé, en ambiance de stress et de fatigue, et dans des délais courts. La participation à ce projet nécessitera au préalable une visite médicale et des tests physiques. L'opération, déjà effectu-

ve avec une grande école de commerce, est très prisée par les étudiants. Une semaine de stage est également envisagée pour l'équipe pédagogique de l'Institut qui montrera ainsi l'exemple. Enfin, de manière ciblée et ponctuelle, la région Terre Sud-Ouest se propose d'aider les étudiants particulièrement désireux d'embrasser une carrière militaire par un coaching personnalisé, qui peut aller jusqu'à la préparation théorique et pratique des concours d'entrée dans les écoles d'officier. Bref, une Convention qui ne manque pas de munitions et qui semble vraiment salutaire si l'on adhère au slogan de l'armée : « quand la Défense avance, la paix progresse »... ■

\* Cf rubrique Trajectoire N°22, consacré à Nicolas Martin, NOSA sur Mirage 2000 N. On citera également le capitaine Bertrand Lavergne, au 11ème Régiment de Cuirassiers.

## Le Général de Corps d'armée Bruno CLÉMENT-BOLLÉE

Originaire de Bordeaux, le Général Bruno Clément-Bollée assurera l'enseignement académique prévu par la Convention sur le thème de la Défense et ses enjeux stratégiques. Il abordera 8 thèmes principaux : Pourquoi un outil de Défense ? ; le livre blanc de 2008 ; les différentes composantes de la Défense ; la France et les systèmes collectifs de sécurité ; l'engagement des armées ; la France et le défi de la sécurité en Afrique ; les opérations extérieures et la modernisation de la Défense. Général « Quatre étoiles », Bruno Clément-Bollée, a été engagé, à plusieurs reprises, en opérations extérieures au cours de sa carrière (Tchad, République centrafricaine, Djibouti, Bosnie, patron de l'opération « Licorne » en

Côte d'Ivoire, de juillet 2007 à juillet 2008), il a également occupé la fonction d'adjoint du chef d'état-major particulier de Jacques Chirac, à l'Élysée, de 2002 à 2005. Il est depuis le 1er août 2008, Commandant de la région Terre Sud-Ouest et exerce à cet effet le commandement organique des formations, établissements et organismes de l'armée de terre stationnés sur son territoire qui couvre les régions Poitou-Charentes, Limousin, Aquitaine et Midi-Pyrénées, soit 20 départements français. Il commande 22.000 militaires d'active, 4.400 personnels civils et 2.700 réservistes opérationnels. Il est, de par ses fonctions, officier général de la zone de défense Sud-Ouest et dispose donc de l'autorité interarmées.

## Plus vrai que nature

Le stage d'immersion proposé aux étudiants de Sciences Po à Saint-Maixent comprendra « des épreuves » très variées où les aptitudes des participants seront mises à l'épreuve : vie en campagne, processus de prise de décision, sécurité générale et déplacements, topographie, transmissions, parcours obstacles, piste audace, natation, système de tir, etc. La semaine se termine par un exercice de synthèse ponctué par une remise de diplômes.

Au cas par cas, pour les volontaires et après sélection par les autorités militaires, un stage de découverte des Forces Spéciales pourra être organisé au 1er RPIMA de Bayonne.

**Renseignements :** Anne Gaudin, directrice des études et Jean Petaux, chargé du suivi de la convention signée avec l'Armée.





# C'est la rentrée !

*Les acteurs politiques, historiens, écrivains, artistes ou chercheurs invités à participer aux Rencontres Sciences Po / Sud Ouest en 2009/2010 ont noté sur leur agenda respectif la date précise de leur participation. Faites de même si vous ne voulez pas rater les débats, grands oraux et autres rendez-vous programmés cette saison.*

« L'écologie politique est-elle durable ? ». Le premier sujet de l'année respire l'air du temps. Quatre personnalités politiques sont invitées à débattre autour de cette question le 21 octobre 2009, dont Dominique Voynet, ministre de l'environnement du gouvernement Jospin et figure historique des Verts, et Bruno Rebelle, ancien directeur de Greenpeace France et conseiller de Ségolène Royal sur les questions écologiques lors des présidentielles de 2007. Le Festival du film historique de Pessac servira de support comme chaque année à une Rencontre autour du thème « Il était une foi : le communisme ». La rencontre conféren-

ce aura lieu le 12 novembre dans l'amphi Montesquieu, avec un(e) spécialiste du sujet. Il ou elle ne manquera pas de revenir sur la chute du mur de Berlin dont on célébrera jour pour jour ou presque le vingtième anniversaire. Le 26 novembre, François Hollande sera lui aussi soumis à un grand oral. La venue de l'ancien Premier secrétaire du Parti Socialiste prend une dimension particulière dans un contexte politique plutôt agité pour le PS, quelques semaines avant le lancement des élections régionales de 2010. Après la trêve des confiseurs, Alain Rousset, président de la Région Aquitaine et Xavier Darcos, ministre du Travail ne devraient pas se faire de cadeau en janvier 2010 dans un tête-à-tête qui sera certainement très écouté et... commenté. Date prévue : le jeudi 28 janvier.

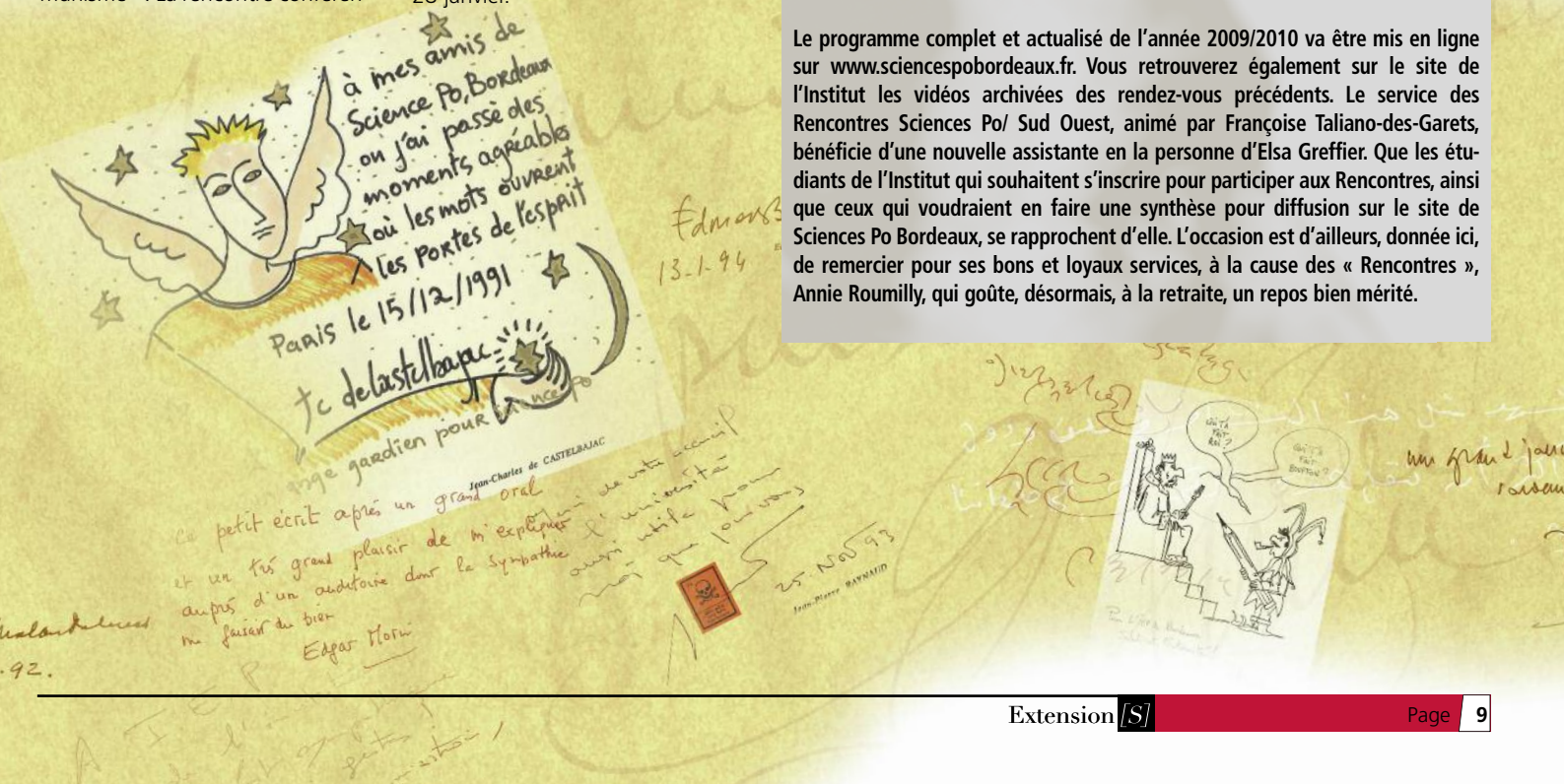
### Une page artistique

La rencontre du 4 février 2010 offrira un format original avec une « carte blanche » à Pascal Quignard. Le lauréat du Prix Goncourt en 2002 pour *Les Ombres errantes* publié chez Grasset et l'auteur de *Terrasse à Rome* et *Villa Amalia* a également été scénariste du film *Tous les matins du monde* tiré de son propre livre. Violoniste, Pascal Quignard a également fondé le Festival d'opéra et de théâtre Baroque. Il a prévu de mettre en musique ses mots à travers quelques séquences de lecture. Le 18 mars, l'historienne Mona Ozouf, spécialiste de la Révolution française, nous invitera à une réflexion sur les identités. Elevée en langue bretonne, elle a publié chez

Gallimard en 2009 l'ouvrage *Composition française* - retour sur une enfance bretonne. La rencontre décentralisée de début avril se déroulera à Angoulême, au Centre national de la bande dessinée. La table ronde, à laquelle participeront de nombreux professionnels, portera sur le film d'animation, un genre cinématographique à part entière. Le 1<sup>er</sup> avril, aura lieu le grand oral d'Alain Aspect, grand physicien français. Enfin, pour boucler la boucle, la dernière séance de l'année 15 avril fera écho à la première. Paul Virilio, philosophe et urbaniste, est principalement connu pour ses écrits sur la technologie et la vitesse dont l'alliance constitue à ses yeux une dromosphère. ■

### BON À SAVOIR

Le programme complet et actualisé de l'année 2009/2010 va être mis en ligne sur [www.sciencespobordeaux.fr](http://www.sciencespobordeaux.fr). Vous retrouverez également sur le site de l'Institut les vidéos archivées des rendez-vous précédents. Le service des Rencontres Sciences Po/ Sud Ouest, animé par Françoise Taliano-des-Garets, bénéficie d'une nouvelle assistante en la personne d'Elsa Greffier. Que les étudiants de l'Institut qui souhaitent s'inscrire pour participer aux Rencontres, ainsi que ceux qui voudraient en faire une synthèse pour diffusion sur le site de Sciences Po Bordeaux, se rapprochent d'elle. L'occasion est d'ailleurs, donnée ici, de remercier pour ses bons et loyaux services, à la cause des « Rencontres », Annie Roumilly, qui goûte, désormais, à la retraite, un repos bien mérité.



# Christine Bouchet : les Admissions et la Scolarité sous son chapeau

*Chef du service des Admissions et de la Scolarité à Sciences Po Bordeaux depuis un an, Christine Bouchet coiffe une équipe très en lien avec les étudiants et les enseignants.*

**Qui va piano va sano !** Christine Bouchet a mis à profit sa première année de prise de fonction à l'Institut pour comprendre les rouages de son service qui regroupe les bureaux de la Scolarité et de la Vie étudiante. Celle qui était précédemment responsable de l'organisation des baccalauréats technologiques et professionnels au Rectorat de l'Académie de Bordeaux n'envisage pas pour autant le statu quo. Elle a déjà apporté des modifications à l'organisation du travail, mais ne souhaite pas pour autant « *bouleverser du jour au lendemain des habitudes de travail ancrées depuis de nombreuses années* ». D'un premier poste à la scolarité de l'Université Bordeaux IV où elle a débuté sa carrière à Sciences Po Bordeaux aujourd'hui, Madame Bouchet a gravi tous les échelons au cours de sa carrière, passant d'un poste de catégorie C à la fonction d'attachée principale de catégorie A obtenue en juin 2009. Désireuse de « *revenir dans le supérieur* », elle a profité du départ en retraite d'Hélène Dussourd, responsable du service depuis une dizaine d'années et du « *mouvement académique* » pour rejoindre l'Institut et participer à la

mission qui lui a été assignée. Placée sous la direction de Didier Chabault, secrétaire général, Christine Bouchet doit contribuer à l'évolution de la qualité de service offert par la Scolarité de l'Institut. L'étude des vœux des étudiants, interrogés chaque année sur leur perception de l'École, a mis en exergue des points à améliorer. Une critique constructive qui est à la fois à prendre en compte et à relativiser. Les Admissions et la Scolarité constituent en effet un carrefour essentiel des études et de la vie étudiante de Sciences Po Bordeaux qui n'est pas évident à réguler, tant le « *trafic* » est intense.

## *Au four et au moulin*

Le bureau des Admissions gère la participation de Sciences Po Bordeaux à des salons et journées d'informations sur l'orientation, l'organisation des épreuves d'admission à l'Institut et l'admission proprement dite des étudiants, y compris les demandes de bourse et d'exonération totale ou partielle de frais de scolarité. On y trouve également le suivi permanent de l'opération « *Sciences Po Bordeaux, je le veux* » (prononcer

« *JPP-JV* ») conduite en partenariat avec le Conseil Régional d'Aquitaine et le SGAR Aquitaine, qui a valu à Sciences Po Bordeaux d'être le seul établissement d'enseignement supérieur de l'académie de Bordeaux à obtenir en 2008 le label « *Les Cordées de la réussite* » octroyé par le Ministère de l'Education nationale et le Secrétariat d'Etat à la Politique de la ville.

Le service de la Scolarité a en charge l'administration des études, des examens et des diplômes. Il prépare pour la rentrée les emplois du temps des cours de façon étroite et concertée avec Anne Gaudin, directrice des études. Le bureau s'occupe également de répartir les étudiants dans les conférences de méthode, de suivre individuellement leur dossier universitaire, de réclamer aux enseignants les sujets d'examens, de les préparer et les diffuser, de reporter les notes ou de gérer le planning des salles. Il doit organiser le remplacement des enseignants et répondre aux sollicitations administratives multiples et variées des élèves. Une grosse part de l'activité du service est d'ailleurs consacrée à l'accueil des étudiants, des demandes



Christine Bouchet.

d'information des candidats potentiels à la délivrance des diplômes. « *Je participe de fait à un grand nombre de commissions et conseils car le service des Admissions et de la Scolarité est au cœur de l'École* » précise Christine Bouchet. Cette dernière, qui cherche à optimiser les liens et les collaborations à l'intérieur de son service, sait aussi que l'efficacité passera par de nouveaux outils, dont une application informatique de gestion de la scolarité qui a fait ses preuves dans différentes universités françaises et qui rendra les gestionnaires autonomes dans leur travail. Il faudra faire preuve pour cela, comme pour la mise en place de l'ENT (Environnement Numérique de Travail) à Sciences Po Bordeaux, d'encore un peu de patience. Qui va piano va sano... ■

## Un concours d'entrée spécifique pour les « Filières internationales intégrées »

Les Filières internationales intégrées constituent une spécificité de Sciences Po Bordeaux. Elles reposent sur le principe d'une scolarité bilingue sur 5 ans, alternée annuellement entre l'Institut et l'établissement universitaire partenaire à l'étranger. Passeport pour l'international, ce cursus attire beaucoup d'étudiants, dont il est nécessaire de vérifier les aptitudes et les motivations. Des épreuves d'admission spécifiques pour la rentrée 2009-2010 ont donc été créées et ont réuni près de 400 candidats (voir tableau ci-dessous). La sélection s'effectue en deux temps. Elle comprend une première épreuve écrite constituée d'une composition

en français sur un thème d'actualité et une épreuve dans la langue de la filière choisie. L'admission définitive s'effectue après une dernière épreuve orale qui se déroule devant un jury de trois personnes, dont un représentant de l'établissement partenaire. Cet entretien est bilingue et le candidat répond aux questions du jury dans l'une des deux langues de la Filière. Les étudiants reçus à la fois à la procédure spécifique d'admission en filière intégrée et à celle plus générale de Sciences Po Bordeaux doivent faire *in fine* un choix entre les deux cursus au moment de leur inscription.

## ÉPREUVES ADMISSION CONCOURS D'ENTRÉE FILIÈRES INTÉGRÉES

FILIERES	INSCRITS	PRÉSENTS AUX ÉPREUVES	ADMIS Liste principale	ADMIS LC Liste complémentaire
FIFA	68	63	12	15
FIFE	92	77	14	11
FIFRU	295	193	6	6
FIFPO	13	13	6	0
FIFI	20	19	8	2
<b>TOTAL</b>	<b>488</b>	<b>365</b>	<b>45</b>	<b>35</b>

FIFA : Filière intégrée France/Allemagne Bordeaux-Stuttgart  
FIFE : Filière intégrée France/Espagne  
FIFRU : Filière intégrée France/Royaume Uni Bordeaux-Cardiff  
FIFPO : Filière intégrée France/Portugal Bordeaux-Coimbra  
FIFI : Filière intégrée France/Italie Bordeaux-Turin

PROGR.	INSCRITS	PRÉSENTS AUX ÉPREUVES	ADMIS Liste principale	ADMIS LC Liste complémentaire
PFC	23	21	8	2

PFC : Programme France-Caraïbes



## La science politique Jusqu'au **bout du bout** du monde

Le 21<sup>ème</sup> Congrès mondial de science politique s'est tenu au Chili du 12 au 16 juillet 2009 en présence d'une délégation de 60 chercheurs français. Trois représentants<sup>(1)</sup> de l'Institut étaient présents à Santiago, dont Vincent Hoffmann-Martinot, directeur de Sciences Po Bordeaux, élu récemment au comité exécutif de l'IPSA, l'Association Internationale de Science Politique.

L'IPSA (International Political Science Association) a été fondée en 1949 sous le haut patronage de l'UNESCO. Elle dispose aujourd'hui d'un statut consultatif au sein de cette même institution internationale, ainsi qu'auprès du Conseil économique de l'Organisation des Nations Unies. L'IPSA a pour objectif l'avancement de la science politique à l'échelle de la planète par la collaboration de politologues du monde entier. L'Association, organisée en comités de recherche et groupes d'étude, édite des bulletins d'information et des ouvrages spécialisés. Elle organise également un congrès tous les trois ans dont les tables rondes et les ateliers attirent jusqu'à 2 000 participants. Après Séoul (1997), Québec (2000), Durban (2003), et Fukuoka au Japon (2006), le dernier grand rendez-vous de la science politique internationale s'est déroulé cet été à Santiago du Chili.

### Bordeaux au centre de la science politique

La France et Sciences Po Bordeaux occupent toujours une place importante au sein de l'IPSA. Maurice Duverger, fondateur et ancien directeur de l'Institut, en a été son vice-président dans les années 1950, au moment-même où se créait l'Association Française de Science Politique (AFSP), en 1949. Cette relation étroite se poursuit aujourd'hui grâce à Vincent Hoffmann-Martinot. Responsable depuis six ans au sein de l'IPSA du comité de recherche sur les gouvernements locaux comparés, celui-ci vient en effet d'être élu au Comité exécutif de l'Association internationale, en charge plus particulièrement de la commission « Recherche et formation ». Il est le seul représentant français présent à ce niveau de l'IPSA. Chercheur en sciences sociales, siégeant depuis de nom-

breuses années dans les organisations internationales les plus réputées en science politique, il a été, pendant plusieurs années, membre du « board » de l'ECPR (European Consortium for Political Research). Grand défenseur de la mixité et des échanges internationaux, Vincent Hoffmann-Martinot voit dans cette nouvelle responsabilité le moyen de « représenter ses collègues français et de les inciter à oser de nouveaux axes de recherche et à publier ». Il entend militer également pour une meilleure représentation en science politique des pays les plus défavorisées, et réduire l'hégémonie des Pays du Nord au profit de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique du Sud. Dans ce contexte, le choix du Chili était taillé sur mesure, d'autant que le directeur de l'Institut a profité du voyage pour étudier un éventuel partenariat avec les universités chiliennes (lire encadré).



« Je crois à la dynamique collective des échanges avec des personnes de classes d'âge et d'origines diverses ainsi qu'aux débats et aux échanges interactifs » conclut-il. Par cette élection,

le directeur de Sciences Po Bordeaux confirme la dimension internationale de l'institution qu'il dirige et renforce plus encore l'influence que l'Institut peut avoir en science politique, aussi bien par la qualité de ses enseignants et de ses chercheurs que par les multiples partenariats internationaux qui ne feront que se renforcer désormais. ■

### Hisse et ho Santiago

Pour son premier déplacement au Chili, Vincent Hoffmann-Martinot a découvert à Santiago « une ville stable et sereine, où la pauvreté est néanmoins très présente ». Le directeur de Sciences Po Bordeaux a été accueilli à son arrivée dans la capitale chilienne par l'ambassadrice de France au Chili, Maryse Boissière, ancienne élève de la Prep'ENA de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux. La rencontre avait notamment pour objectif d'étudier une possible coopération universitaire entre les deux principales universités du pays (l'université du Chili et l'Université catholique du Chili) et Sciences Po Bordeaux. Une démarche

logique puisque la France est le premier pays destinataire pour les boursiers doctorants et le deuxième pour les boursiers en général<sup>(2)</sup>, le Chili ayant débloqué 5000 bourses de mobilité pour ses étudiants de 2e cycle qui étudient à l'étranger. Le Chili (16,5 millions d'habitants) s'étend sur 750 000 Km<sup>2</sup> et trois continents (l'Amérique du Sud, l'Océanie et l'Antarctique). Historiquement, il reste marqué par le coup d'Etat contre le président Allende le 11 septembre 1973 et par la sanglante dictature de Pinochet qui s'ensuivit. Arrêté à Londres puis relaxé, le dictateur devait décéder en décembre 2006, année de l'élection de la socialiste Michelle

Bachelet. Une présidente dont Vincent Hoffmann-Martinot a pu vérifier lors de son voyage « la popularité de celle qui essaie de développer des politiques sociales dans un pays où la richesse -grâce au cuivre principalement- est encore concentrée par une élite ».

(1) Denis-Constant Martin, Directeur de Recherche au CEAN (Centre d'étude d'Afrique noire) et Thibault Boncourt, doctorant à Spirit et auteur de l'ouvrage « A history of the International Political Science Association »

(2) Source France-Diplomatie

### Andy SAINVILLE



Andy Sainville, étudiant à Sciences Po Bordeaux, a perdu la vie, à 19 ans, dans un tragique accident de voiture pendant l'été. Andy avait été

lauréat des premières épreuves d'admission délocalisées en Martinique en 2007. Étudiant brillant, il était aussi très actif sur le terrain associatif, notamment au sein des associations antillaises de Bordeaux. Ses qualités sportives ont fait le bonheur de l'équipe de basket de l'Institut.

Andy aurait dû faire la rentrée en troisième année. Ses camarades et ses enseignants garderont le souvenir de son énergie et de sa bonne humeur. Que sa famille et ses proches trouvent, dans ce trop court hommage, l'expression des plus sincères condoléances de Sciences Po Bordeaux.

Maylis de Verneuil, déléguée du CICR

# Une croix rouge sur le CŒUR

*Diplômée de l'Institut en l'an 2000, Maylis de Verneuil a d'abord enrichi son cursus universitaire avant d'effectuer différentes missions humanitaires. Elle travaille depuis 2007 pour le Comité International de la Croix-Rouge.*

Maylis de Verneuil est actuellement en Colombie, dans le département du Tolima, situé dans le centre ouest du pays, et berceau historique de la guérilla FARC. Comme des centaines<sup>(1)</sup> d'autres délégués « terrain » du Comité international de la Croix-Rouge, elle contribue à la protection et à l'assistance des victimes de la guerre et de la violence armée. La jeune femme est arrivée dans un pays affecté par la guerre civile et le narcotrafic la semaine de la libération d'Ingrid Betancourt. Depuis cette date, elle est en charge, pour sa région d'affectation, de projets agricoles et de construction civile pour les communautés les plus affectées par le conflit. Une mission qui lui permet de gagner la confiance de la population locale, et ainsi d'établir petit à petit des contacts avec les groupes armés. En effet, le dialogue avec toutes les parties au conflit est essentiel pour la diffusion du Droit International Humanitaire (DIH)<sup>(2)</sup>. « Le dialogue avec les combattants est absolument confidentiel ; la neutralité absolue du CICR est une condition sine qua non de notre présence sur place » explique l'ancienne étudiante de Sciences Po Bordeaux, qui dispose aujourd'hui d'une vraie expérience. Elle a travaillé précédemment pour le CICR au Sri Lanka, en terre Tamoul, et dans les prisons de Mauritanie.

## Un parcours du combattant

Plutôt menue et discrète, Maylis de Verneuil n'a rien d'une baroudeuse qui part sauver la veuve et l'orphelin la fleur au fusil. Ce type de profil n'a d'ailleurs aucune chance d'intégrer le CICR, dont le processus de sélection s'apparente à un parcours du combattant. « Vous devez d'abord remplir un dossier très documenté qui, s'il est retenu, débouche sur un premier entretien à Genève, au cours duquel votre motivation est passée au crible. Il faut ensuite passer des examens de langues (français et anglais courants obligatoires) et autres tests de connaissances sur l'histoire du mouvement de la Croix-Rouge et sur le DIH. » précise Maylis. « En cas de succès, et après une nouvelle attente, vous êtes sélectionné avec d'autres postulants pour une journée de mise en situation à travers des jeux de rôle, durant laquelle votre comportement est étudié et analysé. Si vous êtes finalement

retenu, votre embauche se concrétise par une formation intensive d'un mois en Suisse. » Ce filtre très sélectif montre la rigueur du CICR. Il illustre plus généralement l'évolution des métiers de l'humanitaire qui exigent de plus en plus de professionnalisme et une réflexion personnelle sur la notion d'engagement.

## Un métier à part...entière

Au CICR depuis 2007, Maylis de Verneuil avait enchaîné au préalable diverses expériences et missions corollaires à sa fonction actuelle : en Macédoine avec Caritas, au Kosovo avec l'OSCE, et en Côte d'Ivoire avec l'opération de maintien de la paix des Nations Unies. Le tout agrémenté depuis sa sortie de Sciences Po Bordeaux en 2000 d'un Master de géopolitique, d'un DEA de Droit international Public et d'un DESS Droit de l'Homme, Droit Humanitaire. Elle a également obtenu le CRFPA, l'examen d'entrée à l'École de formation du Barreau de Paris. « Mais tout cela n'est pas forcément nécessaire pour partir effectuer une première mission humanitaire : le plus difficile est de forcer la barrière « expérience exigée », ce qui peut se faire en faisant preuve de beaucoup de motivation et de volonté, ainsi qu'en mettant en valeur ses expériences militantes ou associatives et ses aptitudes sociales. Avoir validé un bac + 5 permet cependant de ne pas se heurter à d'éventuels plafonds futurs,



Maylis de Verneuil, en mission du CICR, en 2008, en Colombie.

et aussi à préparer son retour. En effet, si les métiers de l'humanitaire sont souvent aussi passionnants qu'exigeants, ils sont difficilement compatibles avec une vie de famille. Je pense qu'il faut aussi savoir sentir quand on doit s'arrêter. » ■

(1): Plus de 1 400 spécialistes et délégués sont actuellement en mission sur le terrain pour le CICR. Quelque 11 000 employés recrutés localement les épaulent et environ 800 personnes travaillant au siège du CICR, à Genève, soutiennent et coordonnent leurs activités.

(2): Depuis sa création en 1863, le CICR est le gardien des Conventions de Genève, qui ont pour objectifs de « mettre des règles au sein même de la guerre » afin d'en limiter les conséquences pour les civils et les soldats hors de combat.

## FLASH SUR LE CICR

Le Comité International de la Croix-Rouge est une organisation humanitaire présente dans 80 pays et qui compte près de 12.000 collaborateurs. Son siège est situé à Genève. Fondée sur des principes essentiels d'impartialité, de neutralité et d'indépendance, cette organisation suisse mandatée par la communauté internationale œuvre pour la protection et la dignité des victimes de guerre et de violence

partout dans le monde. Elle assure des missions diversifiées de protection et d'assistance dans les zones de conflits : visite des prisonniers de guerre et détenus de sécurité, rétablissement des liens entre les familles dispersées et recherche de disparus, services de santé aux victimes, solutions d'urgence pour les plus démunis, etc. Pour en savoir plus : [www.cicr.org](http://www.cicr.org)



**Directeur de la publication :**  
Vincent HOFFMANN-MARTINOT

**Comité de lecture :**

Vincent HOFFMANN-MARTINOT, Didier CHABAULT,  
Emmanuel NADAL, Jean PETAUX

**Coordination :** Jean PETAUX

**Rédaction en chef :**

Jean-Michel LE CALVEZ, « Person'Alizé »

**Edition :** Pascal BERNAGAUD, « Com'unique »

**Maquette & Mise en page :** Thierry PIERS

**Photos :** Laurent WANGERMEZ

**Impression :** Imprimerie Laplante, Mérignac

**N°ISSN :** 1635-3102



**SCIENCES PO BORDEAUX**

**11, Allée Ausone - Domaine universitaire  
33607 PESSAC - CEDEX**

**Tél. : 05 56 84 42 52 - Fax : 05 56 37 45 37**

**[www.sciencespobordeaux.fr](http://www.sciencespobordeaux.fr)**

**[j.petaux@sciencespobordeaux.fr](mailto:j.petaux@sciencespobordeaux.fr)**

« Les instituts ont pour mission de donner à des étudiants, qu'ils se destinent ou non à la fonction publique, une culture administrative générale. Ils le feront avec l'esprit d'indépendance et de désintéressement qui sont le propre de l'université ».

Ordonnance N°45-2283 du 9 octobre 1945,  
portant création des Instituts d'Etudes Politiques.